Extrait du Démocratie & Socialisme

http://www.democratie-socialisme.org

Non ! De Stockholm à Cancun...

- International -

Date de mise en ligne : lundi 15 septembre 2003

Démocratie & Socialisme

Jacques Barrot anticipe t' il la grande trouille de Chirac et Raffarin ?
Il s'est prononcé sur LCI, le dimanche 14 décembre, contre la tenue d'un referendum sur l'approbation de la pseudo-constitution européenne de Giscard d'Estaing. Il dit « se méfier des referendums sur l'Europe », et « la façon dont on répond aux questions en France ». (lire D&S spécial été n°106, 36 pages où tout cela était déjà annoncé).

Il contredit ainsi les promesses de referendum faites par Chirac lors des élections présidentielles confirmées en juin 2003 mais en même temps il avoue les angoisses croissantes des libéraux.

Ont-ils déjà peur à ce point ?

Il est vrai que les « non » massifs et mobilisés des Suédois (et l'autre « non ! » à Cancun) ce même dimanche 14 septembre, sont là pour indiquer que les peuples informés et consultés, expérimentés par les nombreux mensonges, par les promesses jamais tenues, en ont assez de ce monde et de cette Europe dominée par le libéralisme. (La Lithuanie vote *pour l'adhésion*, on verra la suite, l'expérience est la chose au monde qui se partage le moins).
Au départ, les peuples européens n'étaient pas contre l'Europe, au contraire, ils ont même souvent voté "pour" (pour la paix, pour l'union, contre les frontières) mais dès lors que "l'Europe" devient une machine de guerre anti-démocratique, ne servant que la cause de la finance, des banques et des actionnaires, l'hostilité grandit.
De quoi vous faire crier un « non » massif à un referendum et abréger encore le quinquennat de Chirac, s'inquiète Jacques Barrot.

L'hostilité à l'Europe libérale est attisée, certes par les démagogues chauvins, mais pas seulement, ce n'est qu'un des aspects du phénomène de rejet. Il y a bien au delà de ce vieux rejet traditionnel de l'extrême droite, un rejet bien plus massif et plus profond, plus motivé et croissant à gauche. L'essentiel des motifs de rejet c'est la politique mise en oeuvre par la banque centrale européenne, contre les critères marchands, strictement monétaires qui dominent.
S'il y avait une véritable Europe sociale en construction, s'il y avait un salaire minimum unique, un véritable droit du travail, es services publics, une politique réelle pour l'emploi et la croissance, gageons que la tendance au rejet serait enrayée.
Mais on ne voit rien venir en ce sens de la part des dirigeants européens actuels. Ils n'en ont que pour le capitalisme financier, celui qui spécule et désindustrialise, casse l'emploi, déréglemente.

D'où la poussée pour dire « non ! ».

On la comprend encore plus en France, où le gouvernement Chirac Raffarin, idéologue sectaire ultra libéral s'est opposé à une majorité écrasante de l'opinion pour imposer une « réforme » des retraites, véritable racket du capital contre le travail avant de faire de même pour la sécurité sociale.
Alors Jacques Barrot a peur, et naturellement en anti-démocrate cynique, il préfère annuler toute consultation populaire sur ces questions.
Notons que dans le même week-end où l'opposition à l'Europe libérale croit, l'Omc ne peut imposer un accord trop défavorable aux « petits pays » et aux pays en voie de développement. Décidément dans ce monde, ceux qui veulent le régenter par le haut contre les intérêts des peuples, ont du souci.

Il faut une altermondialisation, une altereurope et que la gauche tout entière, en France, le comprenne et se rassemble, elle aussi pour dire « non !' à Chirac, Raffarin, Giscard... à Seilliere et à la Bce !

Il faut un referendum !

Copyright © Démocratie & Socialisme

...et les Français diront massivement « non ! à la pseudo-constitution de Giscard.
L'Europe tout entière sera bien obligée d'entendre et de trouver une solution démocratique pour rédiger une vraie constitution : par un vrai débat européen et une Assemblée constituante démocratiquement élue. De même qu'à l'Omc, ils sont bien forcés d'entendre les « non ! » et de renégocier.
Le Pacte de stabilité européen est une « stupidité », au point que même d'un point de vue ultra libéral Raffarin vient de le remettre en cause. Une remise en cause pour de mauvaises raisons et sans négociation ni contrôle démocratique. Nous voulons aussi le remettre en cause pour des raisons inverses, et en forçant le débat pour le renégocier !
Il urge que la gauche comprenne toute la menace que représentent Chirac et Raffarin. Il urge qu'elle s'oppose du point de vue social au Pacte de stabilité et en exige la renégociation... puisque la brèche est ouverte.
Il faut empêcher les technocrates libéraux d'Europe, et Chirac-Raffarin d'agir de triompher, de mettre à mal nos acquis sociaux, nos services publics.
Car si tout se conjuguait pour nous abattre en France, en dépit des millions de manifestants et de grévistes du printemps, on aurait une France droitisée : un mouvement social battu ne serait pas propice à l'alternance à gauche !
Il faut riposter, dénoncer, mobiliser s'unir sans attendre !
Tous ensemble pour dire « non ! » L'alternative peut et doit exister.
Il faut que les Français sentent la gauche mobilisée, maintenant, et unie si nous voulons regagner dès les prochaines élections et ne pas laisser de sursis, de « nouvelle fenêtre de tir » à Chirac-Raffarin entre 2004 et 2006.
La question n'est pas celle d'un « programme commun » mais d'accords, d'axes, d'action commune sur les questions clefs.
L'unité doit se faire pour abroger la loi Fillon sur les retraites et garantir la retraite à 60 ans à taux plein pour toutes et tous, pour défendre la Sécurité sociale, assurer la hausse des salaires, contre le chômage de masse, pour de vraies 35 h, pour la redistribution des richesses, pour une Europe sociale, pour une autre mondialisation.

Il existe des majorités d'idées à gauche...

...entre les Verts, la Lcr, le Pcf, le Ps, les syndicats, les mouvements sociaux, il faut révéler ces majorités d'idées, les construire, les brasser, les imposer ! Pas d'exclusives, pas de préalable aux discussions à gauche, avec toute la gauche, toute l'extrême gauche, avec tous ceux qui sont conscients du danger, de la nécessité de l'unité, tous ceux qui savent que les batailles de clan, l'isolement, la division font le bonheur de la droite : elle ne compte que là-dessus alors qu'en profondeur la France est sociologiquement, majoritairement à gauche.

Le 15 septembre, Gérard Filoche pour « D&S »

PS : « Ici à Cancun, je vous supplie de dire « Non ! » aux politiques commerciales qui aggravent la pauvreté, et « Non ! » aux pratiques commerciales qui réduisent l'utilité de l'aide. Et je vous exhorte à dire « Oui ! » à des mesures hardies mais judicieuses qui relanceront l'économie mondiale et permettront de franchir une nouvelle étape sur la voie du développement. » (Kofi Annan le 9 septembre à Cancun)

Copyright © Démocratie & Socialisme